



NOTE DE TRAVAIL

COMITÉ JURIDIQUE – 38^e SESSION

(Réunion virtuelle, 22 – 25 mars 2022)

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA 38^e SESSION DU COMITÉ JURIDIQUE

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour

Note : La Règle 11, paragraphe a), du *Règlement intérieur du Comité juridique* (Doc 7669-LC/139/6) stipule que : « Le Comité fixe l'ordre du jour définitif de chaque session lors de la première séance ».

Point 2 : Examen du Programme général des travaux du Comité juridique

Note : Le Comité examinera des rapports sur les points inscrits à son Programme général des travaux :

- 1) Aspects juridiques internationaux des vols d'aéronefs non habités (sans pilote) et de leur intégration dans l'aviation civile ;
- 2) Examen du Règlement de l'OACI pour la solution des différends ;
- 3) Processus et procédures pour aider les États à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 12 de la Convention de Chicago ;
- 4) Actes ou délits, y compris les cybermenaces, qui inquiètent la communauté aéronautique internationale et qui ne sont peut-être pas dûment traités dans les instruments de droit aérien existants ;
- 5) Examen d'orientations sur les conflits d'intérêts ;
- 6) Promotion de la ratification des instruments de droit aérien international ;
- 7) Mise en œuvre de l'article 21 de la Convention de Chicago ;
- 8) Étude des questions juridiques internationales relatives aux systèmes et services mondiaux par satellite à l'appui des services de navigation aérienne internationale.

Point 3 : Révision du Programme général des travaux du Comité juridique

Note : Le Comité déterminera son Programme général des travaux à soumettre à l’approbation du Conseil, en indiquant l’ordre de priorité des points.

Point 4 : Modifications du Règlement intérieur du Comité juridique

Note : Conformément à la *Déclaration du Conseil sur une meilleure représentation des sexes dans les organes directeurs et techniques de l’OACI* (voir C-DEC 222/7), le Comité examinera s’il convient de modifier son règlement intérieur afin d’employer un langage qui ne fait pas de distinctions entre les sexes. Il examinera également s’il convient d’adopter une règle régissant explicitement la conduite de ses réunions à distance/par des moyens virtuels.

Point 5 : Élection à la vice-présidence du Comité

Note : Le Comité peut décider de pourvoir tout poste vacant à la vice-présidence.

Point 6 : Date, lieu et ordre du jour de la 39^e session du Comité juridique

Note : Le Comité envisagera la date, le lieu et l’ordre du jour provisoire de sa prochaine session, à la lumière des décisions qu’il aura prises pendant sa 38^e session.

Point 7 : Questions diverses

Point 8 : Rapport sur les travaux de la session